

ARRÊTÉ

**PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET RÉGLEMENTATION
TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION LORS DES TRAVAUX DE DÉBROUSSAILAGE
SUR LE CHEMIN DE NOTRE DAME LA BRUNE
ENTRE LE 08 AVRIL 2024 ET LE 26 AVRIL 2024**

Le Maire de la Commune de Mazan

VU la loi relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée ;

VU la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-5 al 2 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de Police Municipale, les articles L.2213-1 et suivants précisant les pouvoirs du Maire et leurs limites, en matière de police de la circulation sur les routes nationales, les chemins départementaux et les voies de communication à l'intérieur des communes ;

VU le code Générale de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8 et R 411.25 à R 411.28 permettant au Maire de prescrire des mesures plus rigoureuses que celles énoncées dans ce code si la sécurité de la circulation routière l'exige ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R610-5 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment les articles L511-1 et suivants ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée ;

VII la demande en date du 21 mars 2024 par laquelle les Services Techniques domiciliés ZA le Piol – 84320 MAZAN, sollicitent l'autorisation temporaire d'occuper le domaine public sur le chemin de Notre Dame la Brune pour réaliser des travaux de débroussaillage pour le compte de la Mairie de Mazan ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour permettre l'exécution de ces travaux, d'autoriser **les Services Techniques** à occuper le domaine public ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prévenir tout risque d'accident, de réglementer la circulation et le stationnement de tous les véhicules pendant toute la durée des travaux sur la voie précitée ;

CONSIDERANT que la police de la circulation et du stationnement relève de la compétence et de la responsabilité du Maire, qu'à cet effet il doit prendre toutes les dispositions de nature à assurer la sécurité générale des usagers et des biens.

ARRETE

ARTICLE 1 : Pendant les travaux, les Services Techniques sont autorisés à occuper le domaine public, à charge pour eux de se conformer aux dispositions du présent arrêté qui prendra effet le 08/04/2024 au 26/04/2024 de 8h00 à 16h00.

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire de cette autorisation devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le passage des véhicules de collecte des ordures ménagères, du service incendie et de secours, de gendarmerie et d'urgence, dans le cadre de leurs interventions, de jour comme de nuit. Les riverains devront être prévenus de la gêne occasionnée par les travaux.

Dispositions particulières :

Les Services Techniques assureront en permanence la propreté de la chaussée dans la zone d'élagage et de ses abords et effectueront à cet effet et autant que nécessaire le nettoyage de la chaussée.

Des restrictions sont apportées à la circulation des usagers et au stationnement des véhicules lors des travaux de débroussaillage réalisés par les Services Techniques du 08/04/2024 au 26/04/2024 et selon l'évolution des travaux.

La largeur totale de la chaussée devra être restituée à la circulation nocturne avec une signalisation adaptée.

ARTICLE 2 : *Le présent arrêté prendra effet le 08 avril 2024 et sera valable jusqu'au 26 avril 2024.* Les travaux se dérouleront sous l'entière responsabilité de :
Services Techniques ☎ 04 90 69 80 20.

Les restrictions à la circulation et au stationnement des véhicules prévus à l'article n° 1 du présent arrêté concernent notamment la voie précitée, de la manière suivante entre 08/04/2024 et le 26/04/2024 :

Prescriptions :

- **Chemin de Notre Dame la Brune :** la circulation sera interdite de son intersection avec la place du 8 mai jusqu'à son intersection avec le chemin du Mercadier.

L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 3 : La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur. Le bénéficiaire est également chargé de réglementer la circulation au droit du chantier. Sa responsabilité sera engagée par l'insuffisance de la signalisation et par les modifications qu'elle apportera temporairement aux conditions de circulation.

Toutes précautions devront être prises pour la protection des piétons circulant au droit du chantier contre les chutes de matériaux et matériels. Ces travaux devront être signalés réglementairement de jour comme de nuit pour leur durée.

ARTICLE 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le bénéficiaire sera tenu pour responsable de tous incidents ou accidents survenus du fait des travaux.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier, par les soins du titulaire.

ARTICLE 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères – 30000 NIMES. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 : Monsieur le Maire de la commune de Mazan, Madame la Présidente du Conseil Départemental de Vaucluse de l'Agence Routière de Carpentras, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Mormoiron, la Police Municipale de la Commune de Mazan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera adressé et qui sera affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Certifié exécutoire
Compte tenu de la publication
Le 03 avril 2024

Fait à Mazan, le 03 avril 2024
Le Maire
Louis BONNET

